

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

URSOVAL

Lieu-dit La Galinière - RD7N
13790 Châteauneuf-Le-Rouge

Références : UD95 – 2026 - 0051
Code AIOT : 0006520827

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement URSOVAL implanté 11 rue du noyer à la malice 95380 Louvres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée afin de vérifier la remise en conformité de l'installation par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2025 et par rapport aux non-conformités relevées lors de l'inspection du 24/02/2025.

Lors de la visite, l'exploitant est absent. Le locataire BA&SH est présent. Quant à leur voisin SED, n'ayant aucune activité de livraison/réception, il n'y avait personne sur site le jour de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URSOVAL
- 11 rue du noyer à la malice 95380 Louvres
- Code AIOT : 0006520827
- Régime : Autorisation

- La société URSOVAL est bailleur et exploitant, au sens de la réglementation ICPE, d'un entrepôt situé sur la commune de Louvres mis en service en janvier 2021. Cet entrepôt est composé de 4 cellules occupées par deux locataires.

- La société BA&SH Logistique occupe la cellule A au sud de l'entrepôt et une zone de bureaux. La société gère la logistique pour la société de vente de vêtements BA&SH.

- La société SeD Logistique occupe les cellules B, C et D, la seconde zone de bureaux et les locaux sociaux. Elle gère actuellement des activités de logistique dans le milieu hospitalier et de l'alimentaire

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a permis de lever les non-conformités et la mise en demeure de 2025.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks et plan des locaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des non-conformités a été levé. Les articles de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2025 ont été suivis d'effets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks et plan des locaux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 12/05/2025, Article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, la société implantée sur le territoire de la commune de , , est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions des articles 1.4 et 3.5 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs de remise en conformité : état des stocks réalisé pour l'entrepôt et actions réalisées afin que cet état des matières stockées soit accessible à tout moment et puisse servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.</p>
<p>Constats précédents : <u>Non-conformité n°1</u> : Contrairement aux articles 1.4 et 3.5 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant ne tient pas à jour un état des matières stockées accessible à tout moment et pouvant servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.</p> <p>L'inspection rappelle qu'un modèle d'état des stocks a été transmis par courrier du 8 janvier 2024 co-signé SDIS et Inspection. L'exploitant doit convenir avec ses locataires de moyens visant à mettre à disposition des secours l'état des stocks de l'ensemble de l'entrepôt et les plans associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le locataire a expliqué à l'inspection avoir transmis des courriels aux pompiers pour les tenir informés des actions mises en œuvre pour renforcer la sécurité incendie du site. En date du 10 juillet 2025, BA&SH a averti de la mise en place d'une boîte aux lettres rouge à l'entrée du site contenant les documents annexés aux courriers : le plan de l'entrepôt, le suivi des stocks ICPE et le plan d'intervention incendie.</p> <p>Lors de l'inspection, la locataire a présenté les copies de ces échanges, qu'il a par la suite transférées à l'inspection. Il a présenté le plan correspondant aux attendus et l'état des stocks ICPE.</p> <p>L'exploitant a expliqué que le type de stockage est uniquement du textile et des chaussures, dont le tonnage n'apparaît pas dans l'état des stocks. Celui-ci est estimé en volume. L'exploitant a précisé que le tonnage de produits textile stockés varie peu au cours de l'année. L'inspection a donc demandé à l'exploitant d'ajouter dans cet état des stocks ICPE la quantité de textiles estimée en tonnes.</p>

Lors de la visite terrain, la locataire a présenté à l'inspection la boîte rouge. Il n'avait en revanche pas pu retrouver la clé, et la fouille de la boîte aux lettres n'a permis de n'en sortir que des lettres adressées à la société. Les documents plastifiés pour les pompiers y étaient absents.

Le 23 janvier 2025, le locataire BA&SH a transmis les éléments suivants :

- deux photos montrant que les documents plastifiés sont mis à la disposition des pompiers dans la boîte rouge. Une étiquette mentionnant « pompiers » a été ajoutée, afin de limiter la confusion avec une boîte aux lettres classique ;
- un tableau de son état des stocks par semaine en 2025 ;
- la quantité stockée en tonnes au 23/01/2026, soit 303 tonnes

Les éléments communiqués par l'exploitant permettent de lever la non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 24/02/2024. **L'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2025 a été suivi d'effet.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2025
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>
Constats précédents : <p>Lors de l'inspection, les deux locataires n'ont pas été en mesure d'indiquer comment est réalisé le confinement des eaux d'extinction incendie en cas de sinistre. Le locataire BA&SH a été en mesure d'indiquer que le bassin situé au sud-ouest sert au confinement des eaux incendie. En revanche, il n'a pas été en mesure d'indiquer quelle vanne est à contrôler en cas d'incendie.</p> <p>L'inspection note que le PDI indique qu'une mission du RESPONSABLE SECURITE en cas de sinistre est de <i>"s'informer de la fermeture effective de la vanne martelière des bassins de rétentions ou le cas échéant la fait fermer"</i>. En revanche, le PDI n'indique pas la démarche à suivre pour réaliser cette action.</p> <p>Non-conformité n°5 : Contrairement à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant ne dispose pas de consigne opérationnelle permettant de s'assurer qu'en cas de sinistre, l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués seront correctement recueillis.</p>
Constats : <p>Le locataire BA&SH nous a montré leur dossier Plan d'intervention d'urgences dans lequel figure la procédure à suivre pour le Responsable Vannes. L'exploitant a indiqué avoir transmis par e-mail ces éléments en juillet 2025 au Service Départemental d'Incendie et de Secours du Val d'Oise (SDIS 95), le transférant par la suite à l'inspection.</p> <p>Ce point permet de lever la non-conformité n°5.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en demeure du 12/05/2025, Article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2 : La société est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.</p> <p>Elle doit démontrer la remise en fonctionnement de la porte coupe-feu coulissante entre les cellules C et D. Elle doit transmettre le dernier rapport de vérification de la porte coupe-feu du local de charge de BA&SH et démontrer que cette porte est contrôlée annuellement.</p>
<p>Constats précédents : <u>Non-conformité n°9 :</u> Contrairement à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant ne met pas en place une maintenance suffisante des portes coupe-feu afin qu'elles soient fonctionnelles. L'exploitant doit démontrer la remise en fonctionnement rapide de la porte coupe-feu coulissante entre les cellules C et D. L'exploitant devra également transmettre le dernier rapport de vérification de la porte coupe-feu du local de charge de BA&SH et démontrée que cette porte est contrôlée annuellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, le locataire BA&SH n'a pas été en capacité de retrouver le rapport de vérification de la porte coupe-feu du local de charge. Il a précisé que l'intervention a bien eu lieu en 2025 et que le prestataire qui vérifie les portes coupe-feu intervient pour le compte de l'exploitant, le même jour pour les deux locataires.</p> <p>En date du 27 janvier 2026, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention des portes coupe-feu, réalisé par la société UXELLO en date du 12/03/2025 sur l'ensemble du site. Le rapport confirme le bon fonctionnement de l'intégralité des portes coupe-feu, incluant donc la levée des manquements relevés lors de la dernière inspection à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle de la porte coupe-feu du local de charge dans la cellule 1 (chez BA&SH), - la remise en fonctionnement de la porte coupe-feu coulissante entre les cellules C et D (chez SED) <p>Les éléments communiqués par l'exploitant permettent de lever la non-conformité n°9 relevée lors de l'inspection du 24/02/2024. L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 mai 2025 a été suivi d'effet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure